

YOUSSEF AMRANI

Chargé de mission, Cabinet Royal, Maroc

Marie-Roger Biloa, présidente, The Africa International Media Group

Let us now speak about security, and I will turn to Youssef Amrani, who is Charges de Mission at the Royal Cabinet of Morocco and former Ambassador. I will make the question very short. Regarding Boko Haram, Al-Qaida, Al-Shabaab, these brand names of terror in Africa - what is your take on the situation, firstly, and what needs to be done?

Youssef Amrani, Chargé de mission, Cabinet Royal, Maroc

Merci beaucoup de m'avoir invité. J'aimerais d'abord rappeler que je n'envisage pas le dialogue uniquement en termes de sécurité en Afrique. Celui-ci implique d'autres dimensions essentielles, et nous ne saurions dissocier la sécurité du développement économique. J'aimerais rappeler qu'à l'heure actuelle tout le monde s'intéresse à l'Afrique. Une certaine confusion subsiste parfois en raison d'un manque de cohérence : il y a le dialogue Chine-Afrique, le dialogue Corée-Afrique, le dialogue Inde-Afrique, l'action commune entre l'Union européenne et l'Afrique depuis le Sommet de Bruxelles, et enfin le sommet du mois d'août entre les États-Unis et l'Afrique.

Marie-Roger Biloa, présidente, The Africa International Media Group

La France aussi entretient un dialogue.

Youssef Amrani, Chargé de mission, Cabinet Royal, Maroc

La France aussi, mais avec les pays francophones. J'ai fait référence à l'Union européenne dans son ensemble pour son dialogue avec l'Afrique. Nous, les partenaires africains, sommes donc parfois un peu perdus. Nous avons besoin de ce dialogue, qui est important, et de ce type de solidarité, mais nous avons aussi besoin d'une certaine cohérence dans l'action à l'égard de l'Afrique.

Parfois, nous avons le sentiment que nos partenaires ne s'intéressent qu'aux ressources du continent africain, alors qu'aujourd'hui nous avons besoin d'une approche exhaustive et globale de la gestion des relations avec l'Afrique. La sécurité est une question cruciale mais ne constitue pas pour autant le seul moyen de faire face aux défis. Je ne suis pas un spécialiste de la sécurité mais je sais que celle-ci pose un réel problème en Afrique à l'heure actuelle, avec Al-Qaïda au Maghreb, Boko Haram, Ansar Dine, Al-Shabaab, et tous ces mouvements idéologiques qui menacent le développement du continent. Nous ne disposons toujours pas des outils nécessaires pour relever ce type de défis.

Grâce à l'intervention française au Conseil de sécurité, à la demande du gouvernement malien, nous avons été en mesure de lutter contre la terreur au Mali mais pas de chasser Al-Qaïda, qui est désormais en Libye et ailleurs. J'insiste, nous avons besoin d'une vraie politique pour lutter contre les mouvances terroristes en Afrique, car si nous n'agissons pas à l'aide des moyens appropriés, par la confiance et par le biais d'une réelle volonté politique, nous allons connaître la même situation chaotique que dans le monde arabe, je pense notamment à la résurgence du mouvement Daech. Boko Haram et Al-Qaïda constituent une menace sérieuse pour la sécurité.



La coopération en matière de sécurité et de renseignement est une bonne chose, de même que l'envoi de forces de maintien de la paix pour résoudre les conflits, mais si nous ne disposons pas d'une stratégie de maintien de la paix, nous ne pouvons pas faire face à ce type de risque. L'Afrique recense à l'heure actuelle huit missions de maintien de la paix, mais de nombreuses difficultés subsistent et nous n'avons pas résolu le problème. Nous avons besoin par conséquent d'une coopération pour relever ces défis et nous avons besoin d'un accès aux marchés. J'aimerais maintenant rappeler succinctement les principales préoccupations.

Le continent doit relever de nombreux défis en matière de sécurité, de politique, de démographie, de migration, d'environnement et de santé afin de parvenir à un développement humain durable et garantir une croissance inclusive et le progrès pour tous. L'Afrique doit prendre son destin en main, surmonter les obstacles à son développement socioéconomique et créer des emplois pour sa jeunesse, qui constitue la vraie force motrice du continent.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de repenser les économies africaines, de développer des partenariats fructueux et mutuellement bénéfiques et de promouvoir l'indépendance de l'Afrique.

Par le passé, la coopération se fondait sur la confiance et les relations historiques. À l'heure actuelle, elle s'articule de plus en plus autour de l'efficacité, de la performance et de la crédibilité. Continent qui émerge rapidement, l'Afrique a besoin de partenariats qui peuvent jouer un rôle de catalyseur plutôt que d'une assistance conditionnelle.

Cela implique que la coopération Sud-Sud soit au cœur des partenariats économiques de l'Afrique, à mesure que le continent continue naturellement à développer des relations mutuellement bénéfiques avec les pays avec lesquels il entretient les relations historiques et les affinités les plus fortes.

Nous devons également faire nos devoirs nous-mêmes, en tant qu'Africains, en termes d'intégration régionale, de bonne gouvernance, de responsabilité et de mise en œuvre de la démocratie. C'est quelque chose que nous nous devons de faire, tout en respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays, car les questions et problèmes principaux auxquels fait face l'Afrique aujourd'hui s'articulent autour de ses frontières. Nous avons besoin d'un effort concret et global, mais aussi d'outils. Nathalie en parlait justement. J'aimerais d'ailleurs rappeler comment nous avons réussi à faire face à une menace sérieuse à la sécurité, en transformant une crise migratoire dans la région en partenariat exhaustif incluant les pays de transit, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, les pays de destination, comme l'Europe, et les pays d'origine, parce que nous avons déclaré que nous devons concevoir quelque chose ensemble et donner de l'importance au développement.

Je tiens également à soulever une autre question au sujet de la lutte contre les menaces terroristes et à la sécurité, une question à laquelle le Maroc s'attelle aujourd'hui. La coopération Sud-Sud. Nous avons entendu des récits de réussites d'investissements en Afrique mais une dimension essentielle est de nature spirituelle et culturelle, pour être en mesure de faire face à tous ces extrémistes, car l'islam est une religion tolérante. L'islam est présent en Afrique et nous formons les imams à la déradicalisation et à la promotion des valeurs réelles de l'islam, fondées sur la tolérance, la solidarité et des valeurs partagées. C'est l'un des principaux outils en définitive.

Ce qui est important et prioritaire à nos yeux, c'est la manière dont nous pouvons créer des emplois et promouvoir la croissance sur un continent, l'Afrique, qui a beaucoup d'attentes et beaucoup de ressources naturelles et humaines. Peut-être certaines choses nous font-elles défaut, mais ce qui prime, c'est de créer de l'emploi et de promouvoir la croissance, et aujourd'hui l'Afrique a changé. Elle n'est plus un simple exportateur de matières premières. Elle dispose désormais d'autres atouts, d'une classe moyenne, de clients et nous nourrissons l'ambition de travailler en partenariat et de créer de la croissance. Nous avons besoin de relever ces défis, comme la sécurité, Ebola, etc., mais ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de plus de coopération, et nous devons faire nos devoirs nous-mêmes en ce qui concerne l'intégration régionale. Celle-ci fonctionne aujourd'hui en Afrique orientale, mais moins en Afrique occidentale et au Maghreb, pour de nombreuses raisons. Nous avons besoin d'une vision claire sur la question.

J'ai été impressionné par ce que la présidente de Corée a dit ce matin, quand elle a insisté sur la confiance et le rôle du secteur privé, car c'est exactement la vision du Maroc. Nous avons besoin de confiance à l'égard de nos projets, mais nous avons aussi besoin d'impliquer le secteur privé dans les investissements dans la région et de créer de l'emploi afin de satisfaire nos ambitions.